

# LA REGULATION ENVIRONNEMENTALE, ATOUT OU FREIN POUR LA COMPETITIVITE

For the English version, see below

L'étude "The impacts of environmental regulations on competitiveness"<sup>1</sup> d'Antoine Dechezleprêtre et Misato Sato (Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, novembre 2014)<sup>2</sup> fait un bilan des évaluations *ex post* des impacts d'une réglementation environnementale sur la compétitivité. Ce sujet est évidemment capital au moment où notre pays se donne pour priorité l'amélioration de la compétitivité des entreprises et se fixe des objectifs ambitieux pour la transition écologique.

L'analyse se fonde sur une revue de la littérature économique sur les effets des régulations environnementales. Deux points de vue sont généralement développés chez les économistes : pour certains, les réglementations environnementales menacent la compétitivité en majorant fortement les coûts et font prendre le risque de délocalisation d'activités ; pour d'autres, elles incitent à des innovations en technologies plus propres, favorables à leur compétitivité.

Trois éléments de cette étude sont à souligner : les effets des réglementations environnementales sont réels sur les entreprises les plus polluantes et intensives en énergie, mais des mesures d'exonération ont souvent permis d'en atténuer les conséquences ; dans les autres secteurs, les bénéfices des régulations environnementales sont à moyen terme supérieures à leur coût ; et ceci est dû notamment à leur effet sur l'innovation.

#1

Pour les secteurs polluants et intensifs en énergie, les conséquences des mesures de régulations sont jusqu'à présent restées minimales du fait de dispositifs spécifiques d'atténuation. Pour certains secteurs, comme l'acier et le ciment, les quotas d'émissions ont été attribués gratuitement. Pour d'autres comme l'énergie, l'accroissement des coûts est d'environ 5%. Plusieurs études sur le système européen d'échange de quotas d'émissions n'ont pas ainsi trouvé de lien concluant avec l'augmentation du chômage. De plus, les conséquences sur la compétitivité à l'international se révèlent marginales.

#2

Pour les autres secteurs, l'effet des réglementations environnementales sur la productivité est certes légèrement négatif à court terme, mais positif à moyen terme. Les amendements au Clean Air Act aux Etats-Unis ont par exemple entraîné en partie une substitution d'emplois entre les activités polluantes et non polluantes, mais avec des bénéfices en matière de santé deux fois plus importants que le coût initial des mesures. Très souvent, les bénéfices justifiant la mise en place d'une réglementation environnementale sont sous-estimés et surpassent pourtant de beaucoup les coûts.

#3

La réglementation environnementale favorise l'innovation dans les technologies propres. La mise en place du système européen d'échange de quotas a ainsi induit une augmentation de l'innovation de 10% chez les compagnies soumises à la régulation. Les technologies à « bas carbone » induisent de plus grands bénéfices économiques que les technologies polluantes car elles génèrent des connaissances valorisables et réutilisables.

Au final, la régulation environnementale s'est révélée plutôt favorable à la compétitivité, à condition de mettre en place des dispositions spécifiques pour les secteurs les plus polluants et intensifs en énergie. Ce constat rejoint d'ailleurs celui de La Fabrique Ecologique<sup>3</sup>. Il suppose néanmoins pour l'avenir que le cadre réglementaire soit stable et adapté.

<sup>1</sup> Document complet : [http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/11/Impacts\\_of\\_Environmental\\_Regulations.pdf](http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/11/Impacts_of_Environmental_Regulations.pdf)

<sup>2</sup> Le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment est un centre de recherche anglais apportant son expertise sur des sujets variés : environnement, énergie, développement durable, ... Les auteurs du document y sont chercheurs, spécialisés sur les impacts des politiques environnementales et énergétiques sur le commerce et la compétitivité des entreprises.

<sup>3</sup> Voir notamment la note « Développer les PME vertes - Les éco-entreprises de taille intermédiaire, outils manquants de la transition écologique » publiée par La Fabrique Ecologique.

# ENVIRONMENTAL REGULATION: ASSET OR OBSTACLE TO COMPETITIVENESS

The study “The impacts of environmental regulations on competitiveness”<sup>1</sup> by Antoine Dechezleprêtre and Misato Sato (Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, November 2014)<sup>2</sup> analyses the *ex post* assessments of impacts of environmental regulation on competitiveness. This topic is essential at a time when our country considers the improvement of companies’ competitiveness as a priority and sets ambitious objectives for the ecological transition.

The analysis is based on a review of economic literature on the effects of environmental regulations. Two points of view are generally developed by economists: for some, environmental regulations threaten competitiveness by strongly increasing the costs and taking the risk of relocating activities; for others, they encourage developing cleaner technological innovations, favourable to competitiveness.

Three elements can be underlined in this study: the effects of environmental regulations are real in the most polluting and energy-intensive companies, but measures of exemption have often led to mitigate their potential consequences; in others, benefits of environmental regulations are, in the medium range, higher to the costs: this is partly due to their effect on innovation.

#1

As far as polluting and energy-intensive sectors are concerned, the consequences of regulatory measures have until now remained faint, owing to specific mitigation processes. For some sectors, such as steel and cement, emissions allowances were granted for free. For other sectors, such as energy, costs have grown by around 5%. Several studies on the European system of emissions trading thus haven’t found concluding link with the growth of unemployment. Moreover, consequences on international competition prove to be minor.

#2

For other sectors, the effect of environmental regulations on productivity is admittedly slightly negative in the short term, but positive in the medium term. Amendments made to the Clean Air Act in the United States have for instance partly caused a substitution of jobs between polluting and non-polluting activities, but with benefits in terms of health twice as important as the initial cost of these measures. Benefits justifying the implementation of environmental regulation are very often underestimated, whereas they far surpass the costs.

#3

Environmental regulation favours innovation in clean technologies. The implementation of the European system of allowance trading therefore induced a 10%-increase of innovation for companies subject to the regulation. Low-carbon technologies lead to greater economic benefits compared to polluting ones, since they generate recoverable and reusable knowledge.

In the end, environmental regulation proved to be rather favourable to competitiveness, provided that specific measures are implemented for the most polluting and energy-intensive sectors. This analysis is similar to that of La Fabrique Ecologique<sup>3</sup>. However, it assumes that the regulatory framework is stable and adapted for the future.

<sup>1</sup> Full document: [http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/11/Impacts\\_of\\_Environmental\\_Regulations.pdf](http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/11/Impacts_of_Environmental_Regulations.pdf)

<sup>2</sup> The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment is a British research centre bringing its expertise on various topics: environment, energy, sustainable development... Authors of the document are researchers there, specialized in the impacts of environmental and energetic policies on trade and companies’ competitiveness.

<sup>3</sup> See the note “Developing greens SMEs – intermediary-sized eco-companies, missing components of the ecological transition”, published by La Fabrique Ecologique.